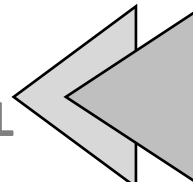


TOUTES ET TOUS MOBILISÉS POUR IMPOSER LE PROGRÈS SOCIAL



LE 28 JUIN 2018

8 Place Malus
18000 Bourges
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

Accélération des politiques de ceux qui l'ont précédé, Emmanuel Macron et son gouvernement ont engagé une offensive générale contre tous les conquits sociaux obtenus par les luttes des salarié(e)s au fil de notre histoire dans notre pays, qui ont pourtant permis de faire progresser notre société, élever les conditions de vie et de travail des salarié(e)s, de la population.

Que l'on soit salarié(e) du privé ou du public, chômeur(se), retraité(e), étudiant(e), nous sommes toutes et tous confronté(e)s à cette politique basée uniquement sur le fric, où la logique qui prédomine est de donner toujours plus aux riches en appauvrissant le reste de la population.

Depuis un an qu'il est au pouvoir, le locataire de l'Élysée multiplie des mesures visant à satisfaire le patronat, les grands groupes et la finance, déroule son plan de casse de notre modèle social et s'attaque à l'ensemble du monde du travail :

- ↪ **Destruction** du droit du travail, des conventions collectives, du statut pour généraliser la précarité.
- ↪ **Remise en cause** de la formation professionnelle, de l'indemnisation du chômage, de l'accès aux études supérieures pour toutes et tous.
- ↪ **Remise en cause** de notre système de protection sanitaire et sociale (maladie, retraite, chômage) et de son financement par son transfert vers l'impôt, l'augmentation de la CSG.
- ↪ **Démantèlement** des services publics et de la fonction publique, privatisations d'entreprises qui appartiennent à la nation, telle la SNCF.

La politique et la stratégie ne trompent plus personne.

Nous avons bien affaire à un Président de la République, VRP du patronat, des grands groupes, de la finance et de l'Union Economique et Monétaire Européenne, qui mène une politique en faveur exclusive des riches, au détriment de la majorité de la population et de l'intérêt général.

Alors que près de 9 millions de personnes vivent en-dessous du seuil de pauvreté en France, en raison des politiques d'austérité, de casse et de précarisation du travail, de blocage des salaires, des retraites et des minima sociaux, Emmanuel Macron affiche son mépris des classes populaires, n'hésite pas à déclarer avec cynisme que « *l'on met trop de pognon* » dans les minima sociaux, alors qu'il a exonéré ses copains milliardaires et multimilliardaires de l'Impôt sur la fortune pour un montant de 4,5 millions d'euros.

Cela augure de la suppression brutale d'aides sociales qui vont aggraver la situation de la population déjà démunie. C'est la même logique qui guide Macron dans sa volonté de détruire notre système de retraite, avec une réforme qui va aggraver la pauvreté des retraité(e)s par la mise en place d'un système

par points et la capitalisation pour ceux qui pourront se la payer.

La retraite par compte notionnel a fait la démonstration de sa nocivité sur le montant des pensions comme en Suède, tout comme la capitalisation où les retraité(e)s américain(e)s par exemple, ont perdu 30 % de leur pension lors de la crise financière de 2008.

Mais c'est toute la Sécurité Sociale que Macron a l'intention de liquider pour la livrer à des systèmes individuels assurantiels privés, pour le bonheur des grands groupes de banques et d'assurances.

Il est urgent que tous les salarié(e)s, chômeurs, la jeunesse disent **STOP** à ces politiques de destruction des droits et acquis des salarié(e)s, de la population, au service exclusif de la voracité financière sans limite du patronat qui n'a que trop duré.

STRATÉGIE POLITIQUE ? ANNONCES DU GOUVERNEMENT D'UNE SÉRIE DE CADEAUX POUR LES CONTRIBUABLES



L'action unie, solidaire et déterminée des salarié(e)s, de la population peut permettre d'inverser ces choix de société et de réorienter les richesses créées par le travail vers la réponse aux besoins des populations, vers le progrès social.

Depuis des mois, les luttes se multiplient dans les entreprises et professions, chez les retraité(e)s, la jeunesse, pour exiger d'autres choix et la satisfaction des revendications.

Alors qu'Emmanuel Macron et son gouvernement ont fait de la privatisation de la SNCF un laboratoire de test de la résistance des agent(e)s et de la population, avant de passer l'ensemble des missions de services publics à la marchandisation et aux appétits financiers des grands groupes privés, la détermination des cheminot(e)s engagés dans la lutte depuis 3 mois, dans l'unité pour le renforcement du service public ferroviaire, avec le soutien d'une large partie de la population, constitue un obstacle pour Macron et un point d'appui pour les salarié(e)s qu'il faut élargir, amplifier pour mettre en échec le Président de la République et son gouvernement.

De la même manière, la journée de mobilisation de la fonction publique du 22 mai, tout comme celle des retraité(e)s le 14 juin, confrontée à la même logique mortifère, nécessite l'élargissement des mobilisations à

l'ensemble des salarié(e)s afin de créer le rapport de forces indispensable pour gagner.

Les personnels des finances publiques, du CIO, du Conseil Départemental ou encore de la santé sont tous mobilisés afin d'exiger des moyens à la hauteur pour un service public de qualité pour toutes et tous, face à la même logique de restriction budgétaire.

Transformer la situation, imposer la satisfaction des revendications nécessite l'implication de toutes et tous dans les mobilisations sur tous les lieux de travail et de vie, pour gagner une autre société.

Le rejet du plan de casse de l'hôpital public de l'Agence Régionale de Santé (PRS), à l'unanimité par le Conseil Economique Social et Environnemental Régional et par tous les élu(e)s du Conseil Régional, hormis le FN, obtenu par la conjugaison de dizaines de milliers de signatures recueillies sur les pétitions impulsées par la CGT et les nombreuses mobilisations dans les établissements, est bien la démonstration que la mobilisation peut les faire plier, peut faire bouger les choses.

De la même manière, c'est par le développement des luttes revendicatives sur chaque lieu de travail et de vie, leur mise en convergence que nous mettrons, toutes et tous ensemble, le rapport de forces au niveau nécessaire pour gagner :

- *L'arrêt de la casse de l'emploi dans le privé comme dans le public, par les délocalisations, les fermetures d'entreprises et les suppressions de postes statutaires dans la fonction publique.*
- *La réindustrialisation du Cher par la relocalisation des productions, l'investissement dans la recherche et l'innovation en s'appuyant sur les atouts et savoir-faire des salarié(e)s du département.*
- *La reconquête de véritables services publics de proximité.*
- *Le renforcement d'une protection sociale solidaire qui réponde à l'ensemble des besoins de la population financée par les richesses issues du travail à travers les cotisations sociales (salaire socialisé), pour une couverture des risques à 100 %.*
- *Des salaires à la hauteur des qualifications reconnues avec un salaire minimum à l'embauche de 2.000 € bruts, ce qui correspond à une augmentation de 300 à 400 € nets, besoin exprimé par les salarié(e)s.*
- *Une augmentation des pensions sur le même niveau d'un minimum de 2.000 € avec un départ à la retraite à 55 ans.*
- *Une diminution du temps de travail à 32 heures sur la base d'un salaire minimum de 2.000 €.*
- *Une sixième semaine de congés payés.*
- *L'abrogation des ordonnances Macron.*
- *L'abrogation des lois Travail, Macron, Rebsamen, Santé, NOTRe, ORE et de toutes les lois régressives.*

**DANS LE CADRE DE LA CREATION DE CE RAPPORT DE FORCES,
L'UNION DEPARTEMENTALE CGT DU CHER, DANS L'UNITE DES SALARIES,
APPELLE TOUS LES SALARIE(E)S, CHOMEURS, RETRAITE(E)S, LA JEUNESSE
A SE MOBILISER SOUS TOUTES LES FORMES, A FAIRE GREVE, A DEBRAYER
ET A PARTICIPER AU RASSEMBLEMENT DEPARTEMENTAL :**

LE 28 JUIN 2018 - RASSEMBLEMENT

BOURGES : 10 H 30 – GARE SNCF ⇨ SUIVI D'UN BARBECUE REVENDICATIF

Tous ensemble, dans l'action. Nous pouvons reconquérir le progrès social.